

● (1710)

Le président suppléant (M. Guilbault): Y a-t-il des questions ou des observations?

M. Blenkarn: Monsieur le Président, l'économiste d'Ottawa-Centre sait pertinemment qu'un déficit de 150 milliards de dollars pour les États-Unis équivaut à un déficit de 15 milliards de dollars pour le Canada. Le problème, c'est que nous empruntons deux fois plus que les Américains. Le député n'ignore pas que notre balance commerciale est excédentaire, ce qui devrait normalement faire monter le cours de notre dollar, qui ne devrait pas s'établir à 77c. Il devrait plutôt atteindre 82 ou 83c., mais à cause de la mauvaise gestion du gouvernement il n'est que de 77c.

Nous avons reçu une grande leçon d'économie. Le fait est que les Canadiens investissent aux États-Unis, car les conditions sont meilleures. C'est ce qui explique que le gouvernement fasse monter les taux d'intérêt; il essaie ainsi d'empêcher cette fuite de capitaux. C'est ce qui explique également la baisse du cours de notre dollar. Il faut que le gouvernement le laisse tomber, afin de décourager les Canadiens d'acheter des dollars américains avec leurs dollars canadiens.

Je voudrais savoir pourquoi le député se fait l'avocat du gouvernement alors qu'il sait fort bien que ce sont sa gabegie, son Programme énergétique national et les mesures prises pour décourager l'investissement étranger qui expliquent la perte de confiance dans le Canada et, du même coup, cette montée des taux d'intérêt. Il sait fort bien que si la situation était inversée, le dollar canadien serait fort et nos taux d'intérêt seraient bien inférieurs à ce qu'ils sont à l'heure actuelle.

M. Evans: Monsieur le Président, le député se trompe à bien des égards. Il se trompe d'abord lorsqu'il établit un lien entre le déficit américain et le déficit canadien sans tenir compte des taux d'épargne dans les deux pays. Les Canadiens épargnent au moins trois fois plus que les Américains. En proportion, le déficit américain n'équivaut pas à la moitié du nôtre. Cependant, lorsque nous le comparons au PNB, aux autres revenus personnels, et le reste, on s'aperçoit alors qu'il n'est que légèrement inférieur au déficit canadien.

Ce qui importe ici, c'est le taux d'épargne. Le fait est que les Canadiens épargnent à un rythme qui permet au gouvernement canadien de financer son déficit sans avoir à exercer une pression importante à la hausse sur les taux d'intérêt pratiqués chez nous. En outre, la pression exercée sur le marché des capitaux par les demandes du secteur privé est loin d'être aussi importante au Canada qu'aux États-Unis. Le gouvernement américain effectue d'énormes emprunts et il doit, en outre, faire face à une concurrence énorme et croissante de la part du secteur privé sur le marché des capitaux, alors qu'aux États-Unis le taux d'épargne est trois fois moins important qu'au Canada. C'est pourquoi notre déficit doit être vu dans cette optique et pourquoi, même s'il est, certes, important qu'il faille le réduire au cours des années à venir, il n'est pas aussi grave que le déficit américain.

Quand on songe à l'envergure générale des déficits en chiffres absolus, un déficit de 150 milliards constitue une ponction massive non seulement pour l'économie américaine mais pour l'ensemble des économies mondiales. Il faut se rendre compte

Les subsides

qu'un déficit d'une telle envergure, en chiffres absolus, dépasse la capacité de ce pays de produire de l'épargne interne. Voilà le problème.

Pour ce qui est de l'excédent commercial, bien sûr, nous en avons un. Nous réussissons fort bien à exporter et à vendre des biens et des services à l'étranger. C'est justement pour cela que nous avons réussi à maintenir nos taux d'intérêt en deçà de ceux des États-Unis. Notre balance commerciale est excédentaire; nous avons très bien réussi sur ce plan. Nos industries sont de plus en plus compétitives et nous faisons bonne figure sur les marchés internationaux. Grâce à cela, depuis quelque temps nos taux d'intérêt sont restés inférieurs à ceux des États-Unis.

Nous avons souffert dans une certaine mesure de la faiblesse du dollar. S'il a accentué son recul dernièrement, c'est essentiellement parce que nos taux d'intérêt étaient inférieurs à ceux des États-Unis. Mais le fait a été contrebalancé, comme l'a souligné le député, par notre balance commerciale excédentaire. Oui, nos échanges internationaux sont fructueux, une chose dont les États-Unis ne peuvent se vanter.

M. Blenkarn: Mettons les choses au point. Les taux d'intérêt au Canada dépassent au moins de 1 à 1.5 p. 100 les taux américains. Cette semaine, les bons du Trésor américains trouvaient preneur à un peu plus de 10 p. 100. La semaine dernière, nous avons payé 11.74 p. 100. Au Canada, les taux préférentiels ne représentent pas la même chose qu'aux États-Unis. Là-bas, les taux commerciaux sont inférieurs aux nôtres. Il est quelque peu étrange que l'on invoque la prospérité de l'économie américaine pour expliquer la montée de nos taux d'intérêt. Les Américains s'en tirent bien. Faudrait-il déplorer que les choses aillent si bien là-bas, affirmer qu'ils ne devraient pas mettre leurs gens au travail, qu'ils ne devraient pas jouir du plein emploi, que leurs usines ne devraient pas bourdonner d'activité parce que tout cela fait paraître le Canada assez mal? Notre situation ne paraît pas seulement mauvaise, elle semble lamentable.

Quelle solution le député nous propose-t-il? Quelle position défend-il? Comment ferait-il pour relancer notre économie? Pourquoi ne relit-il pas le budget du ministre, son collègue, où ce dernier souligne la nécessité de taux d'intérêt normaux sur les marchés financiers et dans lequel il affirme que si les taux d'intérêt nominaux et réels amorcent une tendance à la hausse, la reprise serait en danger du moins dans l'immédiat? Tel est l'enjeu de la remontée des taux d'intérêt. Il sait que les mises en chantier régressent, que l'investissement des entreprises piétine. Il sait aussi que les consommateurs perdent confiance et que le chômage s'aggrave.

Pourquoi est-il incapable de présenter un programme qui nous distinguerait un peu des Américains? Si notre économie doit être un calque de celle des Américains, eh bien, qu'il en soit ainsi. Si c'est la raison qui explique l'écart dans les taux d'intérêt, créons de l'emploi, favorisons la reprise et les investissements comme le font les Américains. Pourquoi son gouvernement ne passe-t-il pas à l'action au lieu de gémir et de se lamenter sur la prospérité des Américains, au lieu de déplorer qu'ils empruntent trop et dépensent tant pour acheter des ressources, bâtir des usines, des bureaux et des maisons?